



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-103 du 10 juillet 2025

levant la mise en demeure prescrite par arrêté préfectoral du 13 juin 2022
à l'encontre de la société EMSUR SPO FRANCE, exploitant une installation d'impression
sur films plastiques et sur papier, sise rue Julianne Robert, sur la commune de
Val-du-Maine en vue de régulariser sa situation administrative en déposant
un dossier de demande d'autorisation environnementale

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 2022 portant mise en demeure à l'encontre de la société EMSUR FRANCE SPO, exploitant une installation d'impression sur films plastiques et sur papier, sise rue Julianne Robert, sur la commune de Val-du-Maine de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale avant le 30 septembre 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 autorisant la société EMSUR FRANCE SPO à exploiter une installation de fabrication, d'impression et de façonnage de films et sachets en matières plastiques souples situées rue Julianne Robert sur la commune de Val-du-Maine, édicté à la suite du dépôt le 30 septembre 2022 d'un dossier de demande d'autorisation environnementale ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU le rapport d'inspection en date du 28 novembre 2024 établi par l'inspection des installations classées à la suite de sa visite d'inspection en date du 12 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que par arrêté préfectoral en date du 13 juin 2022 susvisé, l'exploitant a été mis en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté le retour à la conformité réglementaire de la situation administrative par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale le 30 septembre 2022 et la délivrance de l'arrêté préfectoral le 3 mai 2024 autorisant la société EMSUR FRANCE SPO à exploiter une installation d'impression sur films plastiques et sur papier ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant fait l'objet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : La mise en demeure prise par arrêté préfectoral en date du 13 juin 2022 à l'encontre de la société EMSUR FRANCE SPO implantée rue Julienne Robert à Val-de-Maine (53340), en vue de régulariser sa situation administrative est levée.

ARTICLE 2 : L'arrêté est publié pour une durée minimum de deux mois, sur le site Internet des services de l'État de la Mayenne accessible sous le lien suivant :

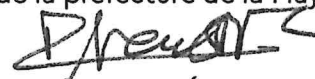
<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 3 : le présent arrêté est notifié à la société EMSUR FRANCE SPO par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire – unité interdépartementale Anjou-Maine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le 10 JUL. 2025

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne



Ronan LÉAUSTIC

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes - 6, allée de l'Ile-Gloriette CS 24111 - 44041 Nantes Cedex, ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.